Société de développement des industries
de la culture et des communications

SODICC

RAPPORT ANNUEL 1983

au 31 mars

Le 25 novembre 1983

Monsieur Clément Richard
Ministre
Ministère des Affaires culturelles
225, Grande-Allée Est
QUÉBEC (Québec)
G1R 5G5

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions de la Loi créant la Société de développement des industries de la culture et des communications (SODICC), j'ai l'honneur de vous soumettre le rapport pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1983.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président et directeur général

Pierre A. Deschênes

Pierre A. Deschênes

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur Jacques Beauchamp
Vice-président exécutif
Les Boissons Gazeuses Guy H.
Mainville Inc.

Madame Rita Bédard
Vice-présidente/secteur affaires juridiques
Confédération des Caisses Populaires et d'Economie du Québec

Monsieur Jules Bellegarde
Vice-président/administration financière
Télé-Capitale Ltée

Monsieur Guy Bouthillier
Vice-président
SODICC

Madame Colette Chabot
Présidente-directrice générale
CIME-FM

Monsieur André Chagnon
Président
Cablevision Nationale Ltée

Monsieur Pierre A. Deschênes
Président
SODICC

Monsieur Jacques Girard
Directeur général
Direction Générale de l'Expansion des Marchés
Ministère du Commerce extérieur du Québec

Monsieur André Juneau
Président-directeur général
Biro Inc.

* Pierre A. Deschênes a remplacé Guy Morin à titre de Président directeur général de la SODICC à compter du 1er septembre 1983

** Jean-Lucien Caron est décédé accidentellement le 8 juin 1983.

DIRECTION

GUY BOUTHILLIER
Vice-président

JEAN-LUCIEN CARON **
Directeur à la Planification

PIERRE A. DESCHENES *
Président et directeur général

MICHEL FORTIER
Secrétaire et conseiller juridique

MICHELE PARENT
Directrice de l'administration

Message du président

Le fait dominant de l'année 1982-83 se retrouve dans les amendements à la Loi de la SODICC, votés par l'Assemblée nationale le 8 avril 1982, donc en tout début d'année. Par ces amendements, d'une part sont attribués à la SODICC deux nouveaux secteurs d'intervention, les Communications et le Patrimoine, d'autre part la SODICC voit son capital-actions autorisé porté à 20 000 000$, alors qu'il était jusque-là fixé à 10 000 000$.

LE BILAN FINANCIER . . .

Grâce à l'ajout d'un montant de 2 500 000$ au capital-actions de la SODICC par le ministre des Finances, la Société a porté ses interventions financières à un montant d'au-delà de 8 000 000$ par rapport à un montant dépassant légèrement le 5 000 000$ en 1981-82. C'est le secteur des industries culturelles qui accapare plus de 80 °/o des sommes investies, compte tenu que la SODICC en était à ses tout débuts dans les champs du Patrimoine et des Communications.

Une seconde caractéristique importante de l'année 1982-83 demeure le contexte économique fort difficile pour les entreprises clientes de la Société. Le déficit de la Société au cours de cette année, 849 997$, s'explique en partie par ce fait. On note à cet égard des résultats analogues dans d'autres institutions spécialisées, comparables à notre Société. Également, les cas de sauvetage d'entreprises en sérieuses difficultés furent nombreux. Ajoutons à cela que la Société assume, à même ses revenus de placement, la totalité de ses frais d'opération. Enfin, la baisse des taux d'intérêt et le manque à gagner résultant de prêts à taux réduits s'ajoutent aux explications entourant le déficit.

Eu égard aux interventions à taux d'intérêt réduit, la SODICC, aux termes de sa politique financière, en consent lorsque le projet ainsi financé correspond à une priorité clairement identifiée à son plan de développement; la SODICC sacrifie donc alors une partie de sa rentabilité financière au profit d'un développement industriel qu'elle désire encourager, voire même initier. Au cours de son exercice 1982-83, la SODICC a consenti plus de telles aides à taux réduit qu'au cours de tous ses exercices précédents réunis signifiant ainsi qu'elle entend de plus en plus jouer son rôle d'agent initiateur et orienteur de développement industriel.

Les états financiers montrent une provision pour mauvaises créances de 1 234 740$. Cette provision, élevée sans doute, reflète la situation économique difficile des 18 à 24 mois précédant l'année actuelle. En effet, les échecs au cours de l'année en cause se rapportent à des interventions financières d'il y a 18 à 24 mois.

La Société maintient toujours son objectif de conserver, au fil des ans, l'avoir de l'actionnaire à la valeur nominale du capital-actions émis. Le niveau de l'avoir de l'actionnaire, actuellement, est d'un montant de 531 057$ en bas de cet objectif, ce qui nous incitera à des mesures correctives au cours de l'année qui vient.

LES ACTIVITES . . .

La Société a accueilli avec beaucoup d'enthousiasme l'élargissement de son mandat au secteur des Communications et à celui du Patrimoine. Dans ce dernier cas, l'association de la Société avec une entreprise privée pour rénover une bonne partie du quartier dit "Le Petit Champlain" à Québec constitue une réussite notable. Cette action permet à 25 immeubles d'être rénovés dans le respect de l'histoire de ce quartier et dans un objectif de participation à l'amélioration de la vie de tout un quartier. Quant au secteur des communications, il est vaste; qu'il suffise de mentionner les télécommunications, la câblodistribution, la radio-télévision, les médias écrits, la télématique et tous les services associés à l'informatique. Entre autres, la Société a retenu comme prioritaire son intervention pour le développement d'entreprises québécoises et d'expertise forte dans le domaine du logiciel, à savoir le logiciel proprement dit, les progiciels et les didacticiels. Nous entendons continuer nos efforts dans cette voie.

Dans le secteur des industries culturelles, il faut noter la disposition des actifs des librairies Dussault-Garneau qui furent opérées à partir de la SODICC et ce après que tous les créanciers eurent été payés.

ET MAINTENANT . . .

Au cours de l'année qui vient, la Société entend proposer au gouvernement, à ses clientèles et au public en général un plan de développement d'où ressortiront, entre autres, deux éléments significatifs pour l'avenir de la Société. D'une part, il sera proposé que la SODICC consacre dorénavant une partie importante de son avoir à l'actionnariat, au capital de risque d'entreprises dans lesquelles elle veut participer. D'autre part, la Société proposera que certains secteurs soient déterminés prioritaires et que ses interventions y soient plus conséquentes et plus significatives, délaissant ainsi les champs qui ne seraient pas retenus. Ce plan sera soumis à la discussion publique et sera donc entièrement connu des clientèles de la SODICC. Le secteur du Patrimoine fera également l'objet d'un plan d'intervention systématique de la Société. Ici encore, ce plan sera rendu public. Enfin, l'année 1983-84 verra la Société développer ses communications avec le public, les clientèles et les médias. La Société souhaite être connue, bien connue et entend y consacrer les efforts appropriés.

MESSAGE D'APPRECIATION . . .

L'année 1982-83 a été marquée par le décès prématuré d'un collaborateur immédiat, cadre de la Société, monsieur Jean-Lucien Caron. Monsieur Caron avait pris la responsabilité, six mois auparavant, du secteur de la Planification à la Société. Déjà, sa vigueur, son dynamisme et sa motivation avaient marqué notre Société et nous ne pouvons que déplorer son départ dans des circonstances accidentelles.

La Société a vu son premier PDG, monsieur Guy Morin, la quitter à l'été dernier. Il faut ici souligner la qualité de travail de monsieur Morin de même que son ardeur et sa foi dans le mandat de la Société, tant pour les industries en cause que pour le Québec. Que monsieur Morin trouve ici toute notre reconnaissance et nos remerciements.

Monsieur Morin m'a fait part du support remarquable des administrateurs de la Société. Leur contribution, basée sur une forte motivation et sur un intérêt exemplaire pour les entreprises clientes de la Société, imprègne l'ensemble de ce rapport annuel. Je veux ici les assurer de ma gratitude. D'ailleurs, quatre de ces administrateurs nous ont quittés à la fin de leur terme, à savoir monsieur Gaétan Beaudin, madame Ginette Gadoury, monsieur Roland Janelle et madame Madeleine Saint-Jacques; je souhaite qu'ils trouvent ici la marque des remerciements sincères de la Société pour les services qu'ils lui ont rendus. Pour les remplacer, quatre nouveaux administrateurs furent nommés par le gouvernement, à savoir monsieur Jacques Beauchamp, madame Rita Bédard, madame Colette Chabot et monsieur André Juneau. Déjà, ces derniers, de par leur expertise remarquable, contribuent activement au développement de la Société.

Je m'en voudrais ici de ne pas mentionner les efforts remarquables du personnel de la SODICC dans l'atteinte des objectifs qu'elle s'était fixés et dans le développement fructueux des mandats qui sont siens. Je l'en remercie, sachant la très bonne appréciation qu'en ont nos clientèles.

En dernier lieu, la Société se réjouit du support continu et de la grande compréhension qu'affiche le ministre des Affaires culturelles, monsieur Clément Richard, à son égard. Nous lui en sommes reconnaissants et lui disons que notre collaboration lui est assurée. Je mentionne également l'apport et la disponibilité du ministre des Communications, monsieur Jean-François Bertrand, à l'égard de la Société. Je l'en remercie sincèrement.

LIBRAIRIE MICHEL FORTIN INC.

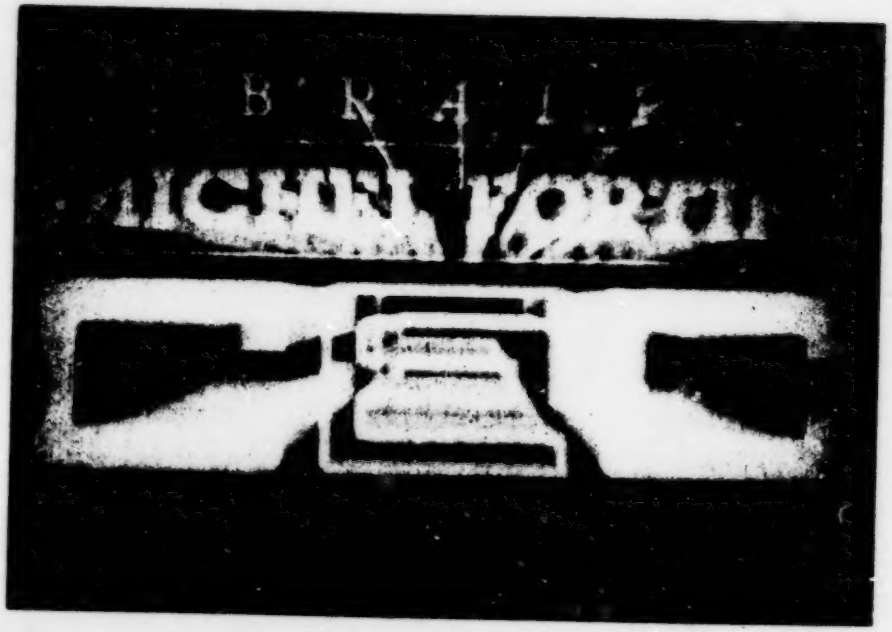
Une des plus importantes librairies spécialisées dans l'enseignement des langues, la librairie du Centre Educatif et Culturel avait pignon sur la rue Mansfield depuis plus de vingt-cinq ans. Menacée de fermeture à cause d'une augmentation déraisonnable du loyer et de l'impossibilité de conserver son agrément puisqu'elle n'était pas propriété d'une société entièrement québécoise, la librairie fut rachetée par Michel Fortin, lui-même gérant de l'entreprise, depuis douze ans.

Conscient de la place importante que tenait la librairie auprès des institutions, des spécialistes et des étudiants, le nouveau propriétaire se porte acquéreur de la librairie en 1982 et la réinstalle dans de nouveaux locaux rue St-Denis où se développe actuellement près du Quartier latin un centre important de commerces et de librairies.

Permettant d'assurer la continuité d'un agent de diffusion du livre spécialisé dans l'enseignement des langues, la librairie, rebaptisée Librairie Michel Fortin – CEC, est à Montréal l'unique dépositaire libraire des éditions CEC et de leur représentation. Maintenant librairie agrée, elle a, grâce à la vente aux institutions, dépassé ses objectifs de vente et met à la disposition du public :

- **littérature générale**
- **littérature québécoise et française**
- **langues vivantes : français, anglais et espagnol**
- **matériels scolaires**
- **éditions Centre Educatif et Culturel**
- **revues et journaux.**

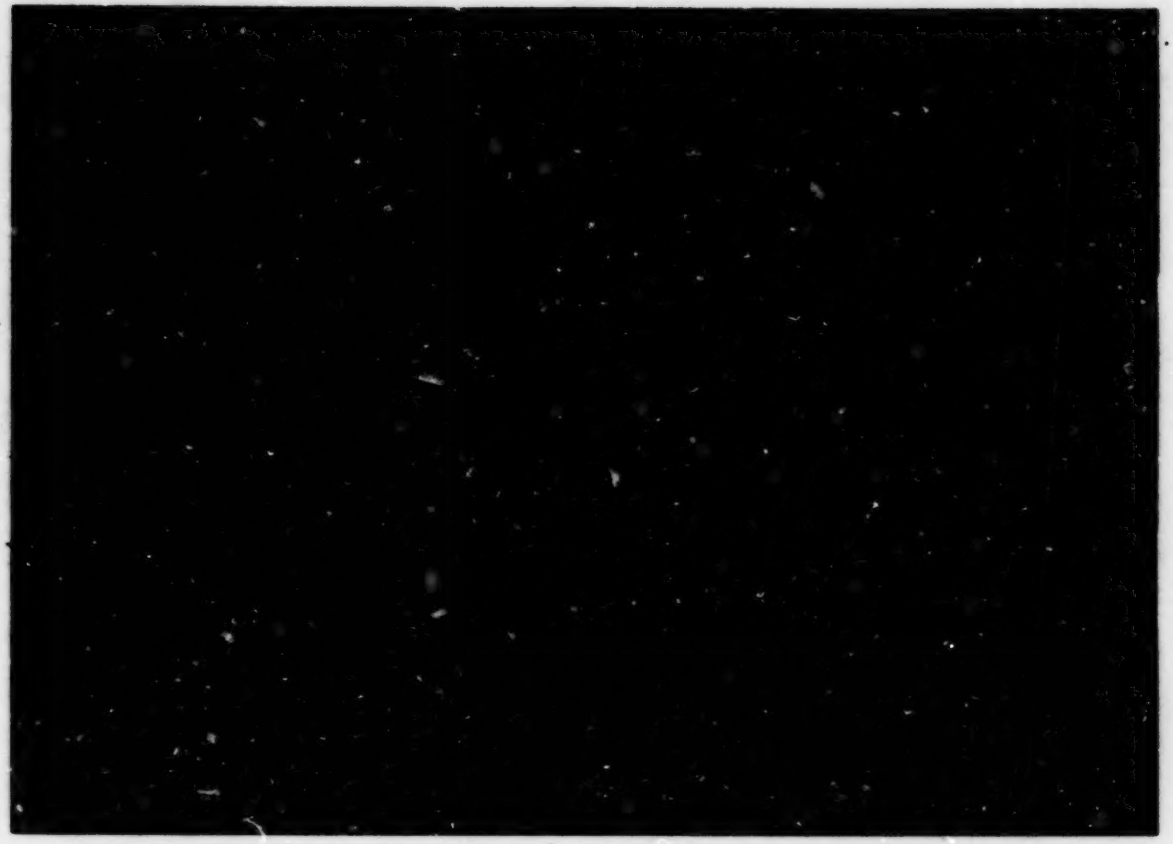
L'intervention de la SODICC a permis à cette librairie importante pour la culture québécoise de poursuivre un inestimable travail de diffusion.



Dossiers témoins

SPECTEL VIDÉO INC.

Constituée en avril 1980, la Société Spectel Vidéo Inc. est un maillon de la chaîne constituée par le Festival international de jazz de Montréal et Spectra Scène Ltée. L'entreprise enregistre les spectacles produits par le Festival et par Spectra Scène et se spécialise dans le domaine du jazz, du blues et du rock'n roll. Ces vidéos, la plupart du temps sous forme de séries, sont ensuite revendus au Québec, au Canada et à l'étranger. Soulignons, par exemple, les séries En scène 80, 81 et 82 qui ont fait l'objet d'une expérience particulièrement réussie de stéréophonie en étant diffusées simultanément dans toute la province sur les ondes de Radio-Québec et sur celles de postes MF.



Spectel Vidéo a démontré la possibilité de diffuser internationalement des productions reflétant l'identité culturelle des Québécois en perçant des marchés étrangers, en particulier en Angleterre, en Italie et en Afrique.

Profitant de la très haute qualité du programme et du succès du Festival international de jazz de Montréal, l'entreprise a produit une série de concerts sur vidéo regroupant des vedettes internationales tels Dizzy Gillespie, Dave Brubeck, Art Blakey, Spyro Gyra et Tom Waits.

La SODICC a participé au financement de cette entreprise de communication culturelle qui a su bien identifier un marché spécialisé qui lui apporte le succès.

LES ÉDITIONS TRANSMO INC.

Fondée en 1979, Les Editions Transmo est une société de publication et d'édition distribuée par des moyens particuliers: les kiosques, le courtage, la correspondance et les réseaux de presse.

La première réalisation des Editions Transmo fut la publication par fascicules de **Nos Racines**, une histoire vivante du Québec dont le dernier des 144 numéros, le 31 janvier 1983, remportait encore un franc succès. Cette réussite fait la preuve qu'une publication dans un domaine particulier comme celui-ci a toutes les chances de réussir grâce à une conception et une recherche de très grande qualité, ainsi qu'une mise en marché bien étudiée.

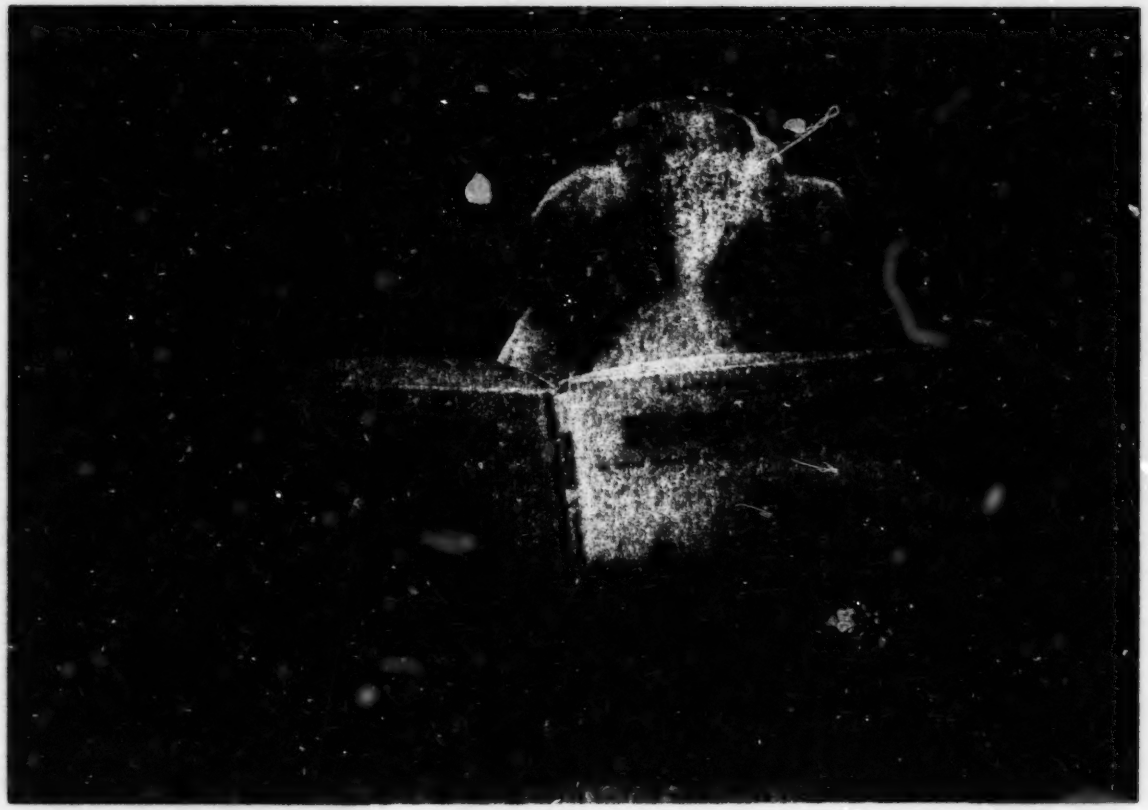
Le dynamisme de la société Transmo est reflété par plusieurs réalisations d'importance; la gérance et la mise en marché de **Protégez-vous**, publié par l'Office de la protection du consommateur, a permis à Transmo, malgré l'absence de publicité, d'en faire une opération rentable grâce à 200,000 abonnés payants.

Transmo publie également **Vivre en amour, pour une plus grande harmonie du couple**, autre série de 96 fascicules dont le succès a été répercuté en France, en Suisse et en Belgique grâce à une entente avec la maison Hachette.

Au début de 1983, commence la publication de **La bonne table** dont les premiers tirages confirment déjà l'intérêt du public.

Les Editions Transmo est une filiale du Groupe Transcontinental G.T.C. Ltée, groupe qui contrôle sept compagnies dont trois imprimeries, une maison de composition, deux maisons d'édition et un distributeur de circulaires.

Les Editions Transmo s'est également portée acquéreur de Livre Loisirs Ltée, société spécialisée dans la vente par correspondance. En faisant l'acquisition des actifs de cette compagnie, Transmo atteindra un de ses objectifs qui est d'élargir et de diversifier son marché auprès d'une clientèle par correspondance tout en bénéficiant d'outils et de techniques de vente spécialisés.
La SODICC, grâce à son appui, aidera ainsi au développement de cette société d'édition québécoise.



TÉLÉPOINT INC.

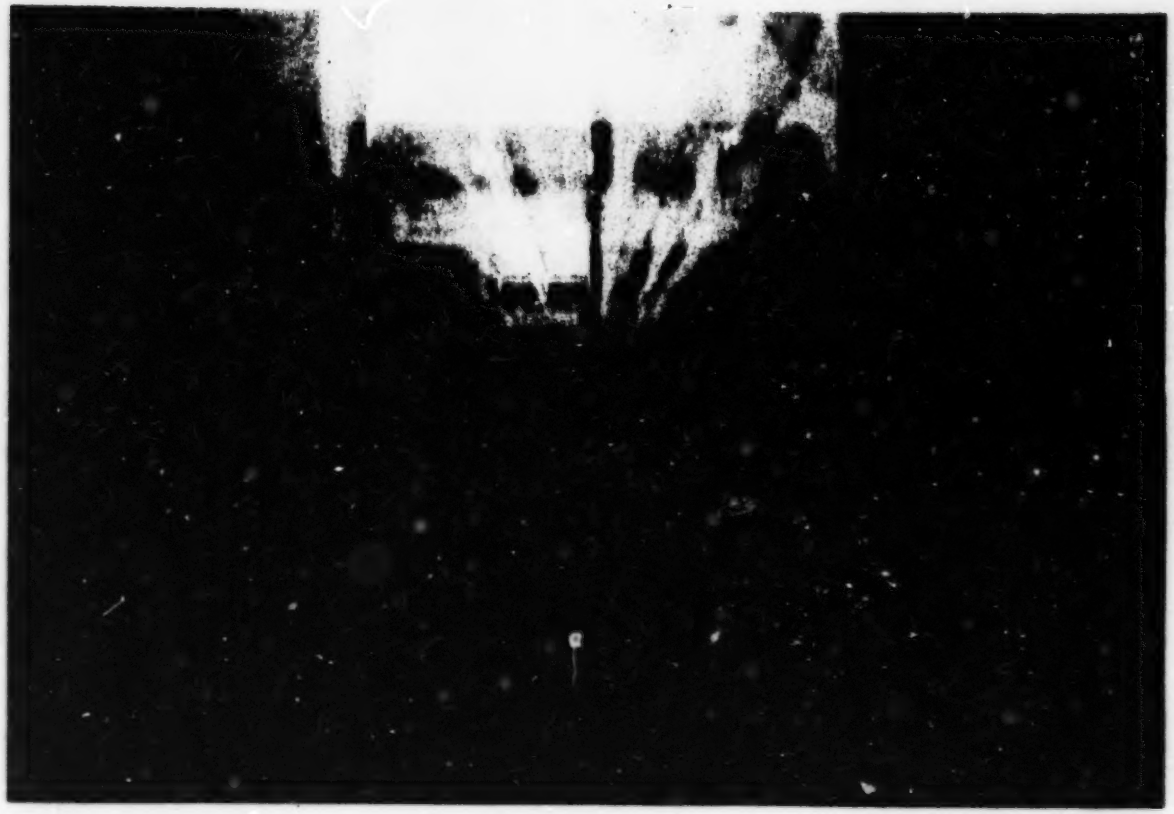
Depuis sa fondation en août 1982, Télépoint a réussi un heureux mariage entre les créateurs dans le domaine du film et la technique du vidéo couplée à l'ordinateur. Grâce à une connaissance parfaite de la technique et du marché, les administrateurs de Télépoint offrent un centre de montage électronique orienté vers le montage des films. Unique au Canada, le service permet de reporter (transfert) un film 16 ou 35 mm ou un vidéo 2 pouces sur des cassettes vidéo 3/4 pouce en enregistrant un temps/code à chaque seconde ou fraction de seconde de l'enregistrement. Le montage s'effectue avec une précision absolue et avec en prime une très grande économie de temps et de matériel.

Un autre appareil, le PCM-10 permet à Télépoint de transférer le son de la bande originale sur des cassettes vidéo 3/4 en son numérique (digital) et d'obtenir une qualité de son parfaite. On dit que le son est si fidèle qu'il n'existe pas encore d'appareils pouvant mesurer ses défauts.

Tous ces appareils sophistiqués permettent, grâce à l'ordinateur, d'automatiser avec efficacité le montage auparavant artisanal d'un film ou d'un vidéo.

Qualité, précision du montage, montage simultané de plusieurs pistes sonores, projections synchrones avec huit pistes de son, correcteur de couleur COX-600J, lightfinder 2000 –, ordinateur 3X et EA2X, Otari à huit pistes, les dirigeants de Télépoint investissent dans le cinéma électronique et la technologie de demain. Leur imposant bagage de connaissances du cinéma et de la télévision et leur vision de l'avenir les amènent à donner une dimension humaine aux salles de travail qui abritent les robots et à leur donner des noms d'hommes et de femmes de chair et d'os : Yves Langlois (monteur), Copola (cinéaste promoteur du montage électronique) et Alice (l'assistante du studio).

L'aide de la SODICC a permis le lancement de ce studio de l'avenir et à cette technique du cinéma de se mettre à la page.



SOGICIEL

Filiale du groupe Sogides
Editeur et distributeur de logiciels

Sogides, une des plus importantes maison d'édition au Québec, compte depuis l'automne 1982 une nouvelle filiale : Sogiciel, éditeur et distributeur de logiciels.

Chef de file incontesté du domaine de l'édition (les Editions de l'Homme, Le Jour, Les Quinze et Domino) et de la distribution avec l'Agence de distribution Populaire, Sogides participera ainsi au prodigieux développement de l'édition informatique.

En s'appuyant sur une solide organisation et des études de marché approfondies, Sogiciel s'attaque à ce domaine sur trois fronts à la fois : création et publication de logiciels originaux et québécois, traduction de logiciels américains et distribution québécoise et internationale de ses logiciels.

Création de logiciels québécois

Sogiciel a déjà fait la mise en marché de trois programmes utilitaires : l'Organisateur, un système de gestion de base de données; le Rédacteur, le premier système de traitement de textes au monde qui permet d'écrire en français avec un ordinateur Apple sans équipement supplémentaire; le Correcteur, programme de vérification orthographique qui comprend un dictionnaire de plus de 40,000 mots.

Pour encourager le développement de logiciels originaux écrits par des Québécois, Sogides a créé un prix annuel pour les trois catégories suivantes : programmes éducatifs, programmes utilitaires et programmes de jeux. Les prix seront décernés à des élèves des niveaux élémentaire, secondaire et collégial.

La traduction de logiciels

Grâce à une entente de principe avec Apple Computer Inc., le plus important fabricant américain de micro-ordinateurs, Sogiciel a obtenu l'exclusivité mondiale des droits d'adaptation en français de tous les logiciels de cette firme.

La distribution de logiciels

Au plan international, les programmes de Sogiciel seront distribués par ViFI, qui regroupe des éditeurs prestigieux du domaine du livre et de l'édition électronique. En France, ce sont les éditions Fernand Nathan qui sont associées à VIFI et qui assureront également la distribution de Sogiciel en Suisse, en Belgique et en Afrique du Nord. En contrepartie, les logiciels VIFI-Nathan seront distribués en exclusivité au Canada par Sogiciel.

De plus, Sogiciel représente déjà plus de vingt-cinq éditeurs américains sur le marché québécois et/ou canadien et distribue ainsi plus de 400 titres, ce qui en fait d'emblée la plus grande entreprise de distribution de logiciels au Canada. C'est l'Agence de Distribution Populaire, une autre filiale du groupe Sogides, qui distribue les produits Sogiciel.

La SODICC, par le biais d'un appui financier a participé à la création de cette nouvelle société.

MONDIA ÉDITEURS INC.

Au cours de ses dix années d'expérience de distribution de livres didactiques et scolaires auprès de nombreux clients, écoles, librairies et bibliothèques, la compagnie Mondia Distribution fut amenée, à cause de la nature des fonds qu'elle représentait, à développer un service pédagogique dont la tâche est :

" d'analyser les ouvrages destinés aux écoles, promouvoir et informer les enseignants sur le contenu et la façon d'utiliser le matériel et faire connaître certains fonds de littérature enfantine".

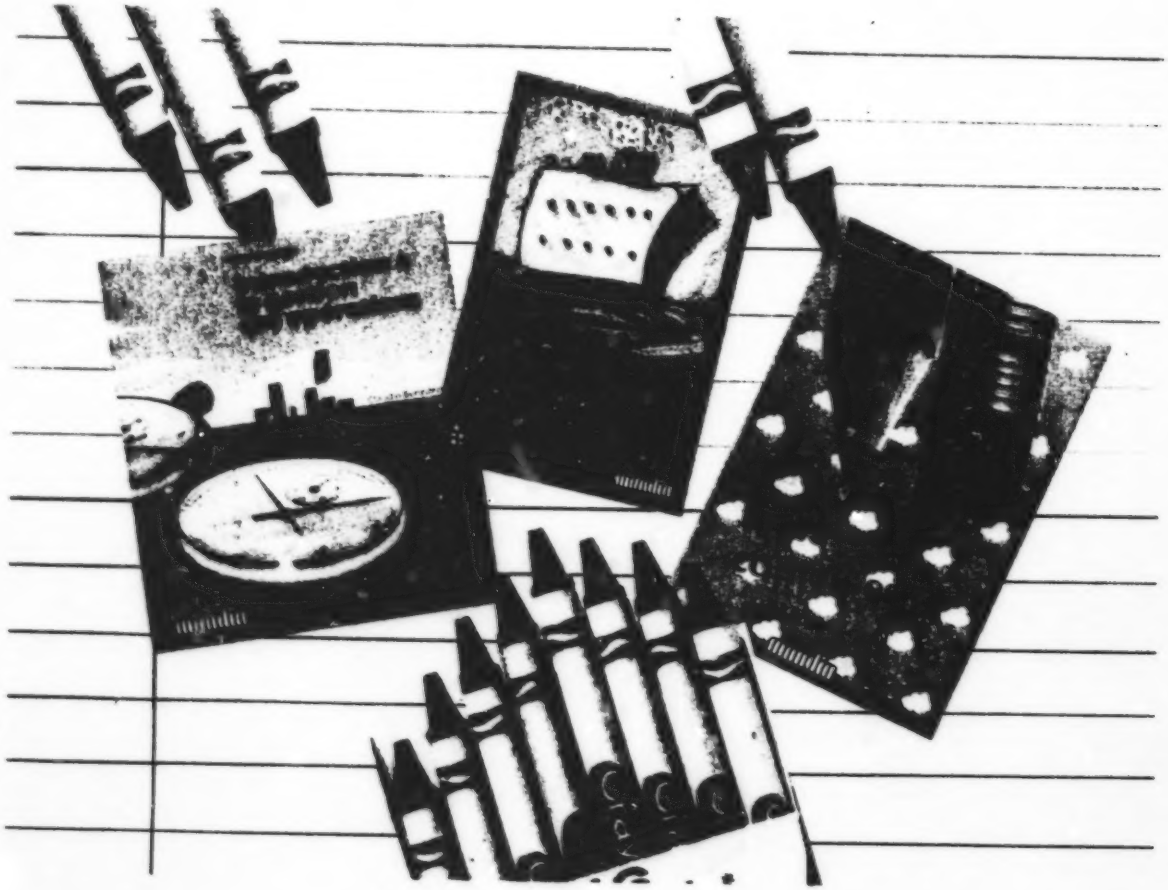
Ce service pédagogique a été amené à identifier de nombreux besoins auxquels la société ne pouvait répondre. Souvent, à la demande même des enseignants, Mondia a produit des ouvrages qui connurent et connaissent encore beaucoup de succès auprès des enseignants québécois.

Créée en mai 1981, la société Mondia Editeurs Inc. permet de bien démarquer les activités d'éditions et ainsi contribue à conserver de bonnes relations commerciales avec les autres maisons québécoises et françaises distribuées par la compagnie-mère.

Mondia Editeurs oriente son fond d'éditions en fonction des critères suivants :

- livres didactiques et scolaires conçus en fonction de la programmation du ministère de l'Education
- matériel spécialisé destiné à l'enseignement des techniques administratives au Cégep.

La SODICC a garanti un important prêt qui permettra à Mondia Editeurs d'entreprendre de nouvelles éditions qui doivent, dans ce domaine, être planifiées plusieurs années à l'avance. Mondia Editeurs a également développé un important marché d'exploitation pour le matériel qu'il produit.



LES PRODUCTIONS JEAN-CLAUDE LESPÉRANCE INC.

Les productions Jean-Claude Lespérance Inc., société fondée à l'automne 1980, repose sur l'importante somme d'expérience qu'a accumulée son président dans le domaine du théâtre et du spectacle depuis quinze ans.

La compagnie agit à plusieurs titres selon le type d'événement ou de spectacle. Producteur et gérant du fantaisiste et chanteur Jean Lapointe, cette compagnie collabore étroitement au succès de spectacles tels "En pleine farce" qui a attiré plus de 60,000 personnes au Grand Théâtre de Québec et 80,000 personnes à la Place des Arts de Montréal et au Théâtre St-Denis.

La maison "Disque-couleur", de laquelle la société de production est partenaire, a produit récemment le cinquième disque en solo du célèbre fantaisiste. Jean-Claude Lespérance travaille actuellement à la planification et à l'organisation d'une tournée de Jean Lapointe en France à l'automne 1984.

Dans le domaine de la chanson, les Productions Lespérance agissent comme agent de Gilles Vigneault et Angèle Arsenault.

A titre de producteur délégué ou d'agent, la compagnie a contribué à plusieurs immenses succès dans le domaine du théâtre dont "Broue", "La déprime", "Pied de poule", "la Sagouine", et "La joyeuse criée".

A titre de co-éditrice, la compagnie a publié "En pleine forme", en collaboration avec les Productions Dominique Michel Inc.

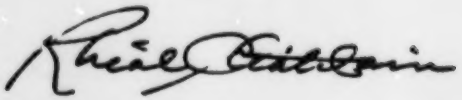
A plusieurs occasions, la SODICC a été heureuse de participer au financement à court terme de spectacles produits ou organisés par cette compagnie solidement établie au Québec.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan de la Société de développement des industries de la culture et des communications au 31 mars 1983 ainsi que l'état des résultats et du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

A mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1983 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le Vérificateur général adjoint



Rhéal Chatelain, c.a.

Québec, le 4 octobre 1983

BILAN AU 31 MARS 1983

ACTIF

À COURT TERME	1983	1982
Encaisse et dépôts à terme	1,989,678	3,602,223
Intérêts courus sur dépôts à terme et sur prêts	213,028	176,161
Portion des prêts échéant en deçà d'un an	2,053,719	847,503
Débiteurs	13,530	3,938
	4,269,955	4,629,825
PRÊTS (note 3)	4,963,108	3,244,362
PLACEMENT DANS UNE FILIALE NON CONSOLIDEE (note 4)	1,022,709	---
IMMOBILISATIONS (note 5)	89,037	85,685
AUTRE ELEMENT D'ACTIF	123,234	140,838
	10,468,043	8,100,710

PASSIF

À COURT TERME	1983	1982
Comptes fournisseurs et frais courus	118,631	88,684
Provision pour exécution de garantie (note 6)	114,674	---
	233,305	88,684

AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions: (note 7) autorisé : 200,000 actions d'une valeur nominale de 100$ chacune Emis et payé : 110 000 actions (1982, 85,000 actions)	11,000,000	8,500,000
Déficit	(1,372,951)	(487,974)
Surplus d'apport (note 8)	607,689	---
	10,234,738	8,012,026
	10,468,043	8,100,710

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pierre A. Desrochers

RÉSULTATS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1983

	1983	1982 (note 9)
REVENUS :		
Intérêts sur dépôts à terme, sur prêts, divers	1,126,036	1,123,926
DÉPENSES :		
Traitements et avantages sociaux	480,527	389,128
Honoraires des administrateurs	18,000	17,792
Honoraires professionnels	21,375	35,003
Voyage, représentation et congrès	33,244	28,121
Loyers	94,500	36,492
Taxes, permis et assurances	7,133	684
Entretien et réparations	4,457	3,360
Papeterie et fournitures de bureau	26,235	15,297
Frais de communication	9,635	7,874
Provision pour pertes sur prêts (note 3)	1,086,870	427,348
Provision pour exécution de garanties (note 6)	147,870	---
Amortissement des immobilisations	14,189	8,481
Amortissement des frais de mise en oeuvre	17,604	17,604
Autres frais	14,394	16,918
	1,976,033	1,004,102
PERTE NETTE (BENEFICE NET) D'OPERATION	849,997	(119,824)
Les placements R.D.P. Inc. Quote-part de la perte nette depuis la date d'acquisition	34,980	---
PERTE NETTE (BENEFICE NET)	884,977	(119,824)
DEFICIT AU DEBUT	487,974	607,798
DEFICIT A LA FIN	1,372,951	487,974

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 1983

	1983 $	1982 $
PROVENANCE DES FONDS		
Capital-actions	2 500 000	3 300 000
Augmentation des versements sur prêts échéant en deçà d'un an	1 327 289	495 247
Remboursements de prêts	2 674 408	1 043 572
Produits de disposition d'équipements	191	---
	6 501 888	**4 838 819**
UTILISATION DES FONDS		
Perte natte (bénéfice net) d'opération	849 997	(119 824)
Eléments n'affectant pas le fonds de roulement :		
Provision pour pertes sur prêts couvrant les versements échéant après 1 an	(763 136)	(387 148)
Amortissement des immobilisations	(14 189)	(8 481)
Amortissement des frais de mise en oeuvre	(17 604)	(17 604)
Perte sur disposition d'équipements	(386)	---
Fonds utilisés pour les opérations	54 682	(533 057)
Prêts consentis	6 483 579	3 554 699
Participation au capital-actions d'une filiale non consolidée	450 000	---
Acquisitions d'immobilisations	18 118	48 828
	7 006 379	3 070 470
AUGMENTATION (DIMINUTION) DU FONDS DE ROULEMENT	(504 491)	1 768 349
FONDS DE ROULEMENT AU DEBUT	4 541 141	2 772 792
FONDS DE ROULEMENT A LA FIN	**4 036 650**	**4 541 141**

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Société de développement des industries de la culture et des communications, qui était avant le 8 avril 1982 désignée sous le nom de Société québécoise de développement des industries culturelles, est une compagnie à fonds social constituée par une loi spéciale. Elle a pour objets de favoriser la création et le développement des entreprises culturelles québécoises, de contribuer à accroître la qualité, l'authenticité et la compétitivité de leurs produits ainsi que d'en assurer la diffusion, et de favoriser la création et le développement des entreprises oeuvrant dans les domaines des services de communication et du patrimoine immobilier. Cette compagnie peut aussi être désignée sous le sigle "SODICC".

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de la Société ont été préparés par la direction, dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables qui se résument comme suit :

Provision pour pertes sur prêts

La provision pour pertes sur prêts est établie en évaluant pour chaque compte présentant des difficultés majeures de perception la perte anticipée et, pour les autres, en appliquant un taux estimatif selon la durée du retard de paiement afin de couvrir les pertes éventuelles.

Immobilisations

Les oeuvres d'art sont présentées au coût et ne sont pas amorties. Les autres immobilisations sont présentées au coût et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Mobilier de bureau	10 %
Equipement	20 %

Les dépenses encourues pour l'amélioration des aires locatives sont amorties sur la durée du bail.

Autre élément d'actif

Cet élément d'actif représente les frais de mise en oeuvre et est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 10 ans.

3. PRETS

	1983 $	1982 $
Prêts	7 617 641	4 281 117
Biens destinés à être vendus	1 231 927	707 830
Récupérations à recevoir sur prêts en défaut	208 550	232 047
	9 058 118	5 220 994
Provision pour pertes sur prêts	809 364	421 299
Provision pour biens destinés à être vendus	1 231 927	707 830
	2 041 291	1 129 129
	7 016 827	4 091 865
Portion des prêts échéant en deçà d'un an	2 053 719	847 503
	4 963 108	3 244 362

Le poste "Biens destinés à être vendus" comprend les soldes des prêts, les intérêts et les frais engagés par la Société pour la récupération des prêts en défaut, moins les argents récupérés.

Mouvement de l'exercice de la provision pour pertes sur prêts incluant les intérêts courus

	1983 $	1982 $
Solde au début	1 169 324	741 976
Radiation de l'exercice	26 322	—
Provision de l'exercice	1 143 002	741 976
	1 086 870	427 348
Solde à la fin	2 229 872	1 169 324

La provision pour pertes est déduite des postes du bilan comme suit :

	1983 $	1982 $
Intérêts courus sur dépôts à terme et sur prêts	188 581	40 195
Portion des prêts échéant en deçà d'un an	308 713	159 687
Prêts	1 732 578	969 442
	2 229 872	1 169 324

4. PLACEMENT DANS UNE FILIALE NON CONSOLIDEE

Le 27 juillet 1982, la Société a acquis 937 actions ordinaires du capital-actions de "Les Placements R.D.P. Inc.", soit 51 °/o des actions émises et payées de cette compagnie. Le règlement s'est effectué moyennant la somme de 450 000$ ajoutée au transfert de 9 propriétés immobilières. Ces propriétés avaient été obtenues, au préalable, du ministère des Affaires culturelles pour la somme de 1$.

La Société comptabilise ce placement à la valeur de consolidation car elle a l'intention de s'en départir dans un avenir rapproché. De plus, elle ne possède pas le contrôle effectif des opérations de cette filiale; avec 51 °/o des actions, elle contrôle l'assemblée des actionnaires; toutefois, en ce qui concerne le conseil d'administration formé de 3 membres, compte tenu de la convention entre actionnaires, la Société ne peut n'en désigner qu'un seul pour la représenter.

La valeur de consolidation du placement au 31 mars 1983 dans "Les Placements R.D.P. Inc" s'établit comme suit :

Coût d'acquisition au 27 juillet 1982	$
Montant versé en espèces	450 000
Transfert de 9 propriétés immobilières Situées à la Place Royale, ville de Québec, à la valeur attribuée comme mentionnée à la note 8	607 689
	1 057 689
Moins : Quote-part de la perte nette depuis la date d'acquisition	(34 980)
	1 022 709

Etats financiers sommaires de "Les Placements R.D.P. Inc." au 31 mars 1983

BILAN

	$
ACTIF	
A court terme	418 872
Immobilisations	1 716 197
	2 135 069
PASSIF	
A court terme	249 203
Dette à long terme	1 147 858
	1 397 061
AVOIR DES ACTIONNAIRES	
Capital-actions	18 370
Surplus d'apport	1 048 319
Déficit	(328 681)
	738 008
	2 135 069

ETAT DU DEFICIT

Solde au 31 octobre 1982	(281 702)
Perte nette de la période de 5 mois terminée le 31 mars 1983	(46 979)
Solde au 31 mars 1983	(328 681)

ETAT DES RESULTATS DE LA PERIODE DE 5 MOIS TERMINEE LE 31 MARS 1983

	$
Revenus de location	80 674
Dépenses	
Salaires et avantages sociaux	15 826
Entretien et réparations	4 892
Taxes, assurances, énergie	31 796
Publicité, frais de représentation et fournitures de bureau	8 176
Honoraires professionnels	11 199
Intérêts et frais de banque	(4 097)
Intérêts sur dette à long terme	50 352
Amortissement des immobilisations	9 509
	127 653
Perte nette de la période	46 979

5. IMMOBILISATIONS

	1983			1982
	Coût	Amortissement accumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Mobilier de bureau	57 953	12 388	45 565	45 010
Equipement	18 357	9 421	8 936	10 038
Améliorations locatives	39 490	9 770	29 720	26 913
Oeuvres d'art	4 816	---	4 816	3 724
	120 616	31 579	89 037	85 685

6. ENGAGEMENTS ET PROVISION POUR EXECUTION DE GARANTIES

La Société s'est portée caution, pour un montant de 329 000$ au 31 mars 1983, (31 mars 1982 - 293 000$) des emprunts bancaires de certains de ses emprunteurs: une provision pour réclamation de 114 674$ a été établie pour prévoir l'exécution d'une de ces garanties.

	1983
	$
Provision pour exécution de garanties	
Solde au début	...
Provision de l'exercice	147 870
	147 870
Exécution de garantie	33 196
Solde à la fin	114 674

De plus, la Société s'est portée garante du paiement de sommes dues par la Librairie Dussault Ltée à différents créanciers totalisant 333 000$ au 31 mars 1983; le gouvernement du Québec a autorisé le ministère des Affaires culturelles à acquitter ces sommes pour le compte de Librairie Dussault Ltée. En fait, il n'y a pas de passif éventuel relativement à ces engagements.

7. CAPITAL-ACTIONS

Les actions de la Société font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des Finances. Une modification à la loi constitutive de la Société, sanctionnée et entrée en vigueur le 8 avril 1982, a porté le capital-actions autorisé de 10 millions de $ à 20 millions de $ soit 200 000 actions d'une valeur nominale de 100 $ chacune. En vertu de la même loi, le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, le solde des actions non émises, soit 90 000 actions pour une somme de 9 millions de $. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1983, 25 000 actions ont été émises et payées en argent pour une somme de 2 500 000$.

8. SURPLUS D'APPORT

Le 22 juillet 1982, le gouvernement du Québec a vendu à la Société 9 propriétés immobilières dans le secteur du Vieux-Québec, à Place Royale, pour le prix symbolique de 1$.

Cette transaction constitue un apport de capital d'une valeur de 607 689$ de l'actionnaire de la Société, le gouvernement du Québec, qui est la même que celle attribuée à ces immeubles par "Les Placements R.D.P. Inc.", laquelle valeur a été déterminée d'après les évaluations municipales pour les terrains et les évaluations des assureurs pour les bâtisses.

9. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'état des résultats et du déficit de 1982 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1983.

AIDES FINANCIÈRES EFFECTUÉES DU 1er AVRIL 1982 AU 31 MARS 1983

PRÊTS

LIVRE/PÉRIODIQUE
Société Scientifique Technica (2) – Librairie Michel Fortin – V.L.B. Editeur Inc. – Agence Sonore-Tour Inc. – Librairie Massicotte – Librairie Libfac Inc. – Librairie Garneau Inc. – Librairie Demarc Inc. – Mondia Editeurs Inc. – Publications Décormag Inc.

MÉTIERS D'ART
Centre poterie et céramique Bonsecours Inc. – Métiers d'art de Montréal Rive Sud, Laval – Corporation Artisans Laurentides-Lanaudière.

COMMUNICATIONS
Momentum Film Vidéo Inc. – 112 497 Canada Inc. – Spectel Vidéo Inc. – Multimédia Audio-Visuel – Studio Morin Heights – Télé-Music Hall Inc. – Télé-Music Hall Inc. – Cinémathèque Québécoise – Sogiciel Ltée – Radio Activité Inc. – Communications La Tournée Inc.

DISQUES
Pro-Culture – Productions Le Tamanoir – Entreprises Mégabec Inc. (2) – Disques Apoloza Inc. – Groupe Musique Expert.

ARTS D'INTERPRÉTATION
La Compagnie de création Albert Millaire Inc. – Productions Jean-Claude Lespérance (2) – Le Festival International de Jazz de Montréal (2) – Théâtre du Nouveau Monde (2) – Espace Libre Inc. – Production Marcel Brouillard – A.D.I.S.Q. (3) – Théâtre Pont-Château Inc. – 114 837 Canada Inc. – 114 883 Canada Inc. (2) – Showbiz International Inc.

GARANTIES DE PRÊTS

LIVRE/PÉRIODIQUE
Librairie Martel Inc. – Editions Auto Correct-Art

ARTS D'INTERPRÉTATION
Groupe d'animation Urbaine de Montréal

INVESTISSEMENTS

LIVRE/PÉRIODIQUE
Librairie Dussault Ltée.

PATRIMOINE IMMOBILIER
Les Placements R.D.P. Inc.

INVESTISSEMENTS AUTORISES PAR SECTEUR :

	1979-80		1980-81		1981-82		1982-83		TOTAL	
Secteur	**NOMBRE**	**$**	**NOMBRE**	**$**	**NOMBRE**	**$**	**NOMBRE**	**$**	**NOMBRE**	**$**
Edition, librairie Périodique	---	---	1	2	---	---	1	2	2	4.
Métiers d'art	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Disques	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Arts d'interprétation (théâtre, spectacle)	---	---	---	---	1	1	---	---	1	1.
Communications (magnétoscopie)	---	---	---	---	---	---	1	60,000.	1	60,000.
Patrimoine (Immobilier)	---	---	---	---	---	---	1	450,000.	1	450,000.
TOTAL	---	---	1	2.	1	1.	3	510,002.	5	510,005

DATES ET VERSEMENTS PAR LE MINISTRE DES FINANCES DU CAPITAL-SOCIAL AU 31 MARS 1983.

	DATE	$	$
1979-80	01-08-79 27-11-79	100,000. 1,400,000.	1,500,000.
1980-81	23-04-80 18-02-81	3,300,000. 400,000.	3,700,000.
1981-82	29-05-81 18-08-81 24-11-81	1,000,000. 1,300,000. 1,000,000.	3,300,000.
1982-83	08-03-83	2,500,000.	2,500,000.
	TOTAL CAPITAL SOCIAL		11,000,000.

GARANTIES DE PRÊTS AUTORISÉES PAR SECTEUR

	1979-80 (11 mois)		1980-81		1981-82*		1982-83		TOTAL	
Secteur	**NOMBRE**	**$**	**NOMBRE**	**$**	**NOMBRE**	**$**	**NOMBRE**	**$**	**NOMBRE**	**$**
Edition, librairie Périodique	7	325,000.	2	60,000.	4 (2)	275,000. (50,000.)	1	25,000.	12	635,000.
Métiers d'art	2	57,000.	2	55,000	3	160,000.	2	60,000.	9	332,000.
Communication (magnétoscopie)	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Disques	---	---	1	200,000.	1	200,000.	---	---	2	400,000.
Arts d'interprétation (théâtre, spectacle)	1	98,500.	---	---	---	---	1	25,000.	2	123,500.
Patrimoine (immobilier)	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
TOTAL	10	480,500.	5	315,000.	6	585,000.	4	110,000.	25	1,490,500.
ANNULATIONS	(1)	(25,000.)	(1)	(25,000.)	2	50,000.	---	---		
TOTAL	9	455,500.	4	290,000.	8	635,000.	4	110,000.	25	1,490,500

* Deux autorisations de garanties de prêts ont été annulées en 1981-82, l'une se rapporte à une autorisation de 1979-80 et l'autre à une autorisation de 1980-81.

RATIO – COUTS D'EXPLOITATION / AUTORISATIONS

	COÛTS D'EXPLOITATION *	AUTORISATIONS	%
1979-80 (11 mois)	229,021 **	2,234,110	10.25
1980-81	418,211	3,365,002	12,43
1981-82	559,150	5,107,155	10.95
1982-83	723,689	8,183,303	8.84

* coûts d'exploitation avant mauvaises créances et amortissement des frais de mise en oeuvre;
** coûts d'exploitation avant imputation à frais de mise en oeuvre et pour un exercice non complet;

SOMMAIRE DES AUTORISATIONS

	1979-80 (11 mois)		1980-81		1981-82		1982-83		TOTAL	
	NOMBRE	$	NOMBRE	$	NOMBRE	$	NOMBRE	$	NOMBRE	$
Prêts	12	1,778,610.	25	3,075,000.	47	4,472,154.	57	7,563,301.	141	16,889,065.
Garanties de prêts	9	455,500.	4	290,000.	8	635,000.	4	110,000.	25	1,490 500.
Investissements	---	---	1	2.	1	1.	3	510,002.	5	510,005.
TOTAL	21	2,234,110.	30	3,365,002	56	5,107,155.	64	8,183,303	171	18,889.570

PRÊTS AUTORISÉS PAR SECTEUR

	1979-80 (11 mois)		1980-81		1981-82		1982-83		TOTAL	
Secteur	NOMBRE	$	NOMBRE	$	NOMBRE	$	NOMBRE	$	NOMBRE	$
Edition librairie périodique	3	495,000.	5	1,122,000.	5	406,000.	14	3,277,815	27	5,300,815.
Métiers d'art	2	90,000.	5	228,000.	13	555,304.	4	132,000.	24	1,005,304.
Disque	3	600,000.	2	70,000.	4	1,355,000.	4	515,000.	13	2,540,000.
Arts d'interprétation (théâtre, spectacle)	2	140,000.	11	1,255,000.	19	1,729,100.	22	2,119,686.	54	5,243,786.
Communications (magnétoscopie)	2	453,610.	2	400,000.	6	426,750.	13	1,519,000.	23	2,799,360.
Patrimoine	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Total	12	1,778,610.	25	3,075,000.	47	4,472,154.	57	7,563,301.	141	16,889,065.

ANALYSE DES PRÊTS AU 31 MARS 1983

	Edition Librairie Périodique		Métiers d'Art		Disque		Arts d'interprétation (Théâtre, spectacle)		Communications (magnétoscopie)		TOTAL	
	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$
AUTORISATIONS	28	5,312,615	23	993,304	13	2,540,000	54	5,243,786	23	2,799,360	141	16,889,065
DÉBOURSÉS (partiellement ou entièrement)	21	4,239,499	19	875,248	10	2,120,881	40	3,905,275	19	2,423,323	109	13,564,226
ENCAISSEMENTS (partiels)	8	56,330	12	64,255	3	461,853	14	328,516	9	370,774	46	1,281,728
ENCAISSEMENTS (totaux)	3	1,117,732	1	35,000	5	613,300	17	1,321,422	5	265,120	31	3,352,574
COMPTES RADIÉS			1	23,312							1	23,312
PRÊTS EN DEFAUT	2	275,000	5	372,366	---	---	4	288,000	1	353,610	12	1,288,976
SOLDE DES PRÊTS ACTIFS	16	2,790,437	12	380,315	5	1,045,728	19	1,967,337	13	1,433,819	65	7,617,636

ANALYSE DES GARANTIES DE PRÊTS AU 31 MARS 1983

	Edition Librairie Périodique		Métiers d'Art		Disque		Arts d'interprétation (Théâtre, spectacle)		Communications (magnétoscopie)		Patrimoine		TOTAL	
	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$
AUTORISATIONS	12	635 000	9	332 000	2	400 000	2	123 500	...	...	...	...	25	1 490 500
GARANTIES DE PRÊTS ÉMISES (partiellement ou entièrement)	7	410 000	4	195 000	2	400 000	1	20 000	...	...	...	...	14	1 025 000
TERMINÉES	3	135 000	2	55 000	2	400 000	1	20 000	...	...	...	...	8	610 000
ANNULÉES	4	175 000	3	77 000	...	...	1	103 500	...	...	...	...	8	355 500
PORTIONS TERMINÉES DES GARANTIES DE PRÊTS EN VIGUEUR	1	21 000	1	35 000	...	...	...	...	...	...	...	...	2	56 000
GARANTIE DE PRÊT EN DÉFAUT	...	...	1	30 000	...	...	...	...	...	...	...	...	1	30 000
SOLDE DES GARANTIES DE PRÊTS ACTIVES	4	254 000	1	75 000	...	...	...	...	...	...	...	...	5	329 000

Table des matières

	PAGE
Lettre au ministre	1
Conseil d'administration	2
Direction	2
Message du président	3
Dossiers témoins	5
Rapport financier	13
Statistiques	21

Dépôt légal 1er trimestre 1984
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-550-10538-9

Société de développement des industries
de la culture et des communications

801, rue Sherbrooke Est, 4e étage,
Montréal, Qué., H2L 1K7 Tél.: (514) 873-7768

POOR

QUALITY

ORIGINAL